



## **COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

### **Ehpad**

#### **Qu'ils se taisent et qu'ils agissent !**

Depuis le début de l'épidémie, les personnels des EHPAD comme du secteur du maintien à domicile alertent. Malgré les annonces télévisées successives, le matériel de protection – masques, gel, surblouses – manquent encore cruellement.

Sans même attendre la fin du confinement, empressés de reprendre leur activité économique pour dégager des profits qu'ils ne reversent pas à la solidarité, des patrons de grands groupes, dans des secteurs non essentiels, achètent par milliers du matériel de protection au mépris de ceux qui luttent au quotidien pour soigner et pour protéger les publics les plus vulnérables.

Oui, les annonces télévisées se succèdent et ne se ressemblent pas. Il y a 15 jours maintenant, le gouvernement a annoncé le dépistage systématique des résidents et des personnels en EHPAD, qu'ils soient symptomatiques ou non, mesure jugée indispensable par la communauté scientifique pour freiner la propagation du virus.

Les exemples sont nombreux d'Ehpad où lorsque l'épidémie pénètre, elle provoque des décès en cascades, contaminant aussi un grand nombre de personnels.

#### **Des situations tragiques pour les résidents, leur famille et les professionnels**

Mais, dans les faits, aucun protocole du gouvernement comme des ARS n'a débouché sur la mise en place systématique des dépistages.

Aussi, les exemples sont nombreux de directions qui, se rangeant derrière le manque de consignes claires, ne les pratiquent pas !

#### **Plusieurs arguments sont mis en avant :**

- La non-fiabilité des tests, avec 20 à 30 % de faux négatifs, qui obligerait à renouveler le dépistage pour les personnes ;
- l'impossibilité de donner des perspectives, en cas de dépistage positif, par manque de moyens, soit pour déplacer les résidents dans des secteurs dédiés, soit pour remplacer le personnel alors que les effectifs sont déjà extrêmement tendus ;
- et, toujours, le manque de moyens dont il faudrait disposer pour protéger les personnes à risque, si les personnes porteuses du virus devaient être en grand nombre

On préfère alors ne pas savoir et croiser les doigts !

C'est scandaleux ! C'est dangereux !

La CGT exige le dépistage systématique immédiat avec les moyens nécessaires pour protéger les résidents et les professionnels.

Dimanche soir, chacun a entendu la dernière volte-face gouvernementale, concernant l'autorisation de visite en Ehpad.

De nombreuses voix s'étant élevées à juste titre sur les risques liés à l'isolement prolongé et la solitude des résidents, le Premier ministre a donc changé d'avis autorisant, dès le lundi, des visites, de manière encadrée.

Dès le dimanche soir, les appels téléphoniques de familles désireuses de revoir enfin leur parent se multipliaient, alors que les établissements n'étaient pas préparés à des mesures nécessitant un protocole de sécurité stricte mobilisant de nombreux moyens humains et matériels.

C'était nécessaire mais aurait dû être préparé et anticipé et accompagné depuis longtemps déjà.

Que dire de l'annonce des primes attribuées aux soignants dont un grand nombre de catégories sont exclues et, notamment, en grande partie, celles travaillant dans le secteur des personnes âgées.

Il y en a assez du mépris, ce sont des augmentations de salaires pour l'ensemble des professionnels permettant une juste reconnaissance de leur métier qu'il faut mettre en place.

Il est temps que ça s'arrête, Depuis le début, toutes les annonces médiatiques sont marquées d'incohérences et d'injonctions paradoxales, bien souvent non comprises, par la population, comme par les professionnels

L'heure n'est plus aux belles paroles mais à dégager les moyens à la hauteur des besoins pour les Ehpad, le secteur de l'aide à domicile et tous les professionnels mobilisés pour soigner et accompagner les personnes âgées. Cela nécessite un plan d'embauche immédiat pour atteindre, le plus rapidement possible, le ratio d'un soignant par résident, la présence d'une infirmière H24, dans chaque établissement et de médecins salariés prescripteurs.

Montreuil, le 24 avril 2020